

Eduquer à la citoyenneté.

Au Costa Rica, la fondation Omar Dengo apprend aux enfants de dix à treize ans à devenir des citoyens à part entière capables de s'impliquer dans la vie locale, de délibérer et de trouver des solutions concrètes aux problèmes de la vie en collectivité (gestion des déchets, traitement des eaux usées...). Depuis 2001, 24 écoles ont bénéficié de ce programme.

Des Assises cosmopolites

Sur 560 participants attendus, 450 ont répondu présents à l'ouverture, selon les organisateurs. Parmi les pays représentés: le Liban, le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali, le Pérou, la Guinée, le Vietnam, le Congo, Haïti, la Roumanie... L'Afrique s'adjuge la palme avec cinq pays, suivie de l'Amérique Latine, avec trois. Mais des participants viennent également de certaines régions de l'Extrême et du Moyen-Orient.

Transit

Les toiles de Daniel Kambere Tsongo qui vit et travaille en République démocratique du Congo sont exposées jusqu'à ce soir à la bibliothèque de l'Université Lyon 3. C'est un drôle de voyage, long et incertain, auquel nous convie ce peintre. A travers des oeuvres aux couleurs chaudes et vibrantes, «Transit» évoque les conditions faites aux migrants, et que l'artiste résume sobrement en une phrase: «comment une pirogue peut-elle affronter la furie de la mer?».

Le droit à l'éducation :
une priorité

L'éducation est
facteur
de développement
économique et social
à condition que son
accès soit équitable...



Education : abandonner le modèle occidental

Si des progrès significatifs ont été accomplis en matière d'éducation et de formation, ils restent encore insuffisants. De fortes disparités persistent. En Afrique francophone, l'offre éducative est presque partout conçue sur le modèle occidental, coûteux et peu adapté, ne prenant pas en compte les composantes sociales ou culturelles. Ainsi, à Madagascar, « le français reste la base de l'éducation. Or, seulement 1% des enseignants du primaire maîtrisent cette langue. Au final, 50% des jeunes ne peuvent exprimer leurs idées, ne parlant correctement ni le français, ni le malgache », souligne Jean-Baptiste Rakotozafy, chercheur à l'université Fianarantsoa. En matière d'emploi et de formation, le cas de Tambacounda au Sénégal avec l'association Kora est

assez significatif en matière de coopération. Basé sur la formation des jeunes dans divers domaines depuis 1989, le projet repose sur la dimension sociale et professionnelle : la gratuité des formations et la prise en charge des

jeunes formés. Dommage cependant qu'aucun dispositif national ne valorise l'apprentissage traditionnel.

Catherine PAYEN
et Mountamou KAN

Santé: comment résoudre l'inégalité de l'accès aux soins

Certaines maladies infantiles, le sida, le paludisme, la tuberculose, et de nombreuses autres pathologies continuent à faire des ravages, malgré les efforts entrepris par les états, les collectivités et le corps médical. En effet, dans de nombreux pays se pose le problème de l'inégalité de l'accès aux soins.

« Il y a un manque évident d'accès au diagnostic médical. De ce fait, la maladie continue et se propage. Il y a aussi parfois gaspillage des ressources », constate le Dr Christophe Longuet, de la Fondation Mérieux. Que ce soit en Afrique, en Asie ou en Amérique du sud, les difficultés sont souvent comparables, faute de moyens, tant du côté des malades que des institutions.

Ainsi à Goma (République démocratique du Congo), Denis Basheka cite l'exemple de pharmacies pirates, ou de ces malades qui sont retenus après guérison, faute de pouvoir payer leurs frais d'hospitalisation ou médicaux. Ailleurs, c'est plutôt un trafic de médicaments qui accentue les inégalités.

Ahmed EL KORI et Christian HEDOU

Le droit alimentaire n'est pas négociable

Mamadou Cissokho, président d'honneur du Réseau des organisations paysannes agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), a réaffirmé haut et fort que le droit à l'alimentation est garanti par la Charte des Nations unies.



Déjà au temps des pharaons, l'alimentation était politique. Aujourd'hui la problématique est toujours la même. « Un Etat responsable ne laisse pas son alimentation dans les mains des prédateurs du commerce ». Sans langue de bois ni discours politiquement correct, Mamadou Cissokho dénonce à la fois le rôle des grandes organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les gouvernements africains. L'Afrique de l'Ouest recouvre 500 millions d'hectares de terres disponibles. Elle dispose d'un milliard de m³ d'eau par an. Malgré ces atouts, la région dépense 5 milliards de dollars pour nourrir sa population de produits importés comme le riz, le blé, le lait en poudre, les huiles végétales. « Il faut agir vite et changer de politique parce que la

population ouest africaine va passer de 235 millions à 430 millions d'habitants d'ici à 2030 » précise le président de ROPPA. Et de poursuivre : « Nous ne sommes pas contre le marché mondial mais nous avons deux exigences : la reconnaissance de l'autosuffisance alimentaire familiale et la sécurité alimentaire du pays. Ces droits ne sont pas négociables ». Le combat des paysans et producteurs d'Afrique de l'Ouest vise à la mise en place de nouvelles règles de jeu qui s'appuient sur l'arrêt du dumping des produits agricoles subventionnés du Nord concurrençant les productions locales. Pour retrouver une souveraineté

alimentaire perdue, le ROPPA propose plusieurs mesures : un marché national protégé, un soutien à l'agriculture familiale, la mise en place d'un fonds régional de développement, la construction d'infrastructures, l'adoption de nouvelles normes phytosanitaires pour la qualité des produits et leur transformation sur place. La sécurité alimentaire dépasse les frontières. Pour faire face à ce défi global, Mamadou Cissokho en appelle à une solidarité entre paysans du Nord et du Sud.

Adaman DRABO
et Marie-Jeanne DUFOUR

Citoyenneté

Deux ateliers différents ont abordé les approches territoriales du développement: des questions complexes qui concernent à la fois la gouvernance, la gestion de projet, le partenariat d'appui institutionnel.

L'expérience de Jean-Marie Nkanda, représentant du Groupe d'encadrement pour le développement intégral du Congo, montre les difficultés liées à la lenteur et aux réticences des autorités, voire au clientélisme.

Plus enrichissante, la coopération entre Chambéry et la ville de Ouahigouya au Burkina Faso est basée sur un rapport participatif.

Développement économique

L'amélioration des conditions de vie des populations qui dans certaines localités vivent pour la plupart en-dessous du seuil de pauvreté, reste le talon d'Achille des collectivités. La décentralisation a certes transféré des compétences mais sans les moyens financiers, d'où la nécessité de susciter de nouveaux investissements générateurs d'emploi, ou la création de micro-crédits.

Mais souvent, les résultats restent très en deçà des attentes des populations, pour lutter efficacement contre la pauvreté.